AFBS Media Release

Association of Foreign Banks in Switzerland
Verband der Auslandsbanken in der Schweiz
Association des banques étrangères en Suisse
Associazione delle banche estere in Svizzera

foreign banks . in switzerland .

Communiqué de presse

Sous embargo jusqu'à mardi, 10 novembre 2026, 12h00 CET

Les banques étrangères donnent d'excellentes notes à la Suisse

Premier AFBS Foreign Banks Barometer, réalisé par BAK Economics. Plus d'une banque sur trois en Suisse est une banque étrangère. Les établissements internationaux recommanderaient clairement la place suisse. Deux faiblesses ressortent : la réglementation et l'accès au marché de l'UE.

Zurich, 10 novembre 2026 - Depuis la disparition de Credit Suisse, le débat sur la place financière suisse se mène avant tout de l'intérieur. Or les banques étrangères emploient quelque 16'000 personnes et génèrent 4,3 milliards de francs, soit environ un franc sur huit de la valeur ajoutée du secteur financier. Le nouvel AFBS Foreign Banks Barometer apporte pour la première fois le regard de l'extérieur. Pour cette étude, BAK Economics a interrogé 61 banques étrangères et 79 entreprises suisses : les banques ont évalué la place suisse dans la perspective de leurs groupes bancaires internationaux, les entreprises l'offre et les prestations des banques étrangères. Le verdict est meilleur que ne le laisse supposer le débat mené depuis la disparition de Credit Suisse. À deux exceptions près : l'accès au marché intérieur de l'UE et la réglementation. L'Association of Foreign Banks in Switzerland (AFBS) et BAK Economics présentent l'étude aujourd'hui.

Les principaux résultats

- Les banques étrangères recommanderaient la Suisse à leur maison mère pour de nouveaux investissements, avec 8,7 points sur 10. Une bonne moitié juge la place plus attrayante qu'il y a trois ans, le solde s'établit à +21 points de pourcentage.
- Pour la qualité des institutions étatiques et la réputation de la place financière, les banques classent la Suisse parmi les meilleures au monde.
- La réglementation est pour les établissements le facteur de localisation le plus important de tous, avec 4,6 points sur 5. Les conditions-cadres suisses, elles, n'obtiennent que 6,6 points sur 10.
- Pour les digital assets, la Suisse est considérée par les banques étrangères comme une place financière de premier plan. Pour l'IA, la numérisation et le cloud, elle décroche en revanche nettement.
- L'accès au marché UE/EEE reçoit la note la plus basse des neuf facteurs de localisation, alors même qu'il est important sur le plan commercial.
- Un bon tiers des entreprises suisses interrogées travaille avec une banque étrangère. Chez celles dont la part d'exportation dépasse 50 pour cent, la proportion atteint 78 pour cent.
- Pour environ sept entreprises sur dix travaillant avec une banque étrangère, ces prestations ne seraient pas remplaçables sans difficulté.
- Depuis la disparition de Credit Suisse, environ une entreprise interrogée sur quatre fait état de coûts de financement plus élevés.

Une place que l'on recommande

Lorsqu'un groupe bancaire international décide où placer une fonction, un mandat ou un investissement, la Suisse se trouve en concurrence directe avec d'autres places financières. L'AFBS Foreign Banks Barometer saisit ce regard pour la première fois de manière systématique. Le résultat est net : 68 pour cent recommanderaient la Suisse à leur maison mère avec 9 ou 10 points sur 10.

Les raisons tiennent aux qualités classiques de la place financière suisse. Interrogées sur les places financières les plus performantes au monde en matière de stabilité politique, de sécurité du droit et de fiabilité des autorités, les banques étrangères citent la Suisse le plus souvent. Il en va de même pour la réputation de la place financière. Sur le marché du travail, la Suisse partage la tête avec Londres.

Au cœur de l'Europe, mais hors du marché unique

Le verdict est d'autant plus net sur l'accès au marché de l'UE et de l'EEE. Aucun autre facteur de localisation n'obtient de moins bons résultats, alors même que les établissements le jugent important sur le plan commercial. Les banques suisses ne disposent pas d'un passeport bancaire européen et, avec la directive CRD6, l'UE durcit encore les exigences applicables à la prestation transfrontalière de services. Dans ce domaine, les banques citent le Luxembourg et Francfort en tête, la Suisse suit loin derrière.

« La Suisse se situe au cœur de l'Europe et se trouve en même temps hors du marché unique. Que l'accès au marché reçoive la plus faible évaluation n'est donc pas un résultat secondaire, mais le point par lequel la politique économique devrait commencer », déclare Adrian Nösberger, Chairman de l'AFBS.

Le facteur de localisation le plus important, et une note seulement moyenne

Le deuxième champ de tension est la réglementation. Pour la qualité des institutions et la réputation de la place financière, les banques classent la Suisse parmi les meilleures au monde. La réglementation, elles la jugent avec 4,6 points sur 5 comme le plus important de tous les facteurs de localisation, mais n'accordent aux conditions-cadres suisses que 6,6 points sur 10, soit un résultat moyen. Dans les réponses libres, les établissements citent la complexité réglementaire, la bureaucratie et une charge particulièrement lourde pour les petits établissements. *« En matière de réglementation, il est rarement question des grandes orientations. Ce sont une activité de surveillance difficile à anticiper et de petits écarts par rapport aux standards internationaux, ce que l'on appelle le Swiss Finish, qui compliquent la mise en œuvre au quotidien et créent des désavantages concurrentiels. Ce sont les petits établissements qui en souffrent le plus »*, déclare Raoul Würgler, secrétaire général de l'AFBS.

Forte sur les digital assets, faible sur l'IA

Le tableau est plus nuancé du côté de la technologie. Pour les digital assets et les investissements, les banques étrangères citent la Suisse plus souvent que toute autre place financière, devant New York et Dubaï. Pour l'IA, la numérisation et le cloud, elle ne figure en revanche pas parmi les trois premières. Sont cités New York, Londres et, à égalité au troisième rang, Dubaï et Singapour. En valeur absolue également, ce facteur se situe dans le dernier tiers, avec 6,4 points sur 10. Ce n'est pas encore une faiblesse aiguë aujourd'hui. Elle gagnera toutefois en importance à mesure que les modèles d'affaires fondés sur les données se développeront, et c'est précisément là que les établissements voient aussi de la croissance : les digital assets figurent parmi les domaines de croissance cités. Les principaux obstacles sont les réglementations sur la protection des données et de la sphère privée, particulièrement strictes en Suisse. Les banques exploitent leurs applications d'IA et de cloud dans des centres de compétences à l'étranger, ce qui rend l'échange transfrontalier de données déterminant.

Difficiles à remplacer pour de nombreuses entreprises

Leur importance pour l'économie dépasse leur propre valeur ajoutée, comme le montre l'enquête complémentaire menée par BAK auprès d'entreprises suisses. Un bon tiers d'entre elles travaille avec une banque étrangère ; chez les sociétés dont la part d'exportation dépasse 50 pour cent, la proportion atteint 78 pour cent.

Sont surtout demandés le trafic des paiements et la gestion de trésorerie, y compris les paiements internationaux. Ce qui compte ici, c'est ce que les entreprises citent comme principal avantage : le réseau international des groupes bancaires. Seul un bon quart des utilisateurs pourrait obtenir ces prestations sans difficulté auprès d'une banque suisse. Pour environ sept sur dix, ce ne serait possible qu'en partie, au prix d'un effort nettement accru, voire pas du tout.

«*Les banques étrangères sont présentes de manière supérieure à la moyenne là où se trouvent d'importants moteurs de croissance de l'économie suisse : auprès des entreprises fortement exportatrices et à forte intensité de recherche. Leur contribution ne se mesure donc pas à leur seule valeur ajoutée »,* déclare Claude Maurer, directeur de l'étude et chef économiste de BAK Economics.

Les traces de la disparition de Credit Suisse

Avec la disparition de Credit Suisse, le rôle des prestataires supplémentaires passe au premier plan. Environ un tiers des entreprises interrogées a depuis constitué des relations bancaires supplémentaires afin de répartir les risques. Une sur quatre fait état de coûts de financement plus élevés, près d'une sur cinq de lignes de crédit réduites ou résiliées.

Les banques étrangères, de leur côté, voient dans la banque d'entreprise l'un de leurs principaux domaines de croissance pour les trois prochaines années : 16 établissements mettent en avant le corporate banking, seule la gestion de fortune est citée plus souvent. Reste à voir si elles combleront ainsi les lacunes laissées par Credit Suisse.

L'AFBS Foreign Banks Barometer rend ces évolutions visibles pour la première fois.

* * *

A propos de AFBS

L'Association of Foreign Banks in Switzerland (AFBS) représente depuis 1972 les banques sous contrôle étranger en Suisse auprès de l'administration fédérale, des institutions de la place financière, des associations sœurs et du public. Elle compte quelque 90 établissements membres, qui emploient au total 16'000 personnes. L'AFBS organise les échanges professionnels sur les places financières de Zurich, Genève et Lugano. Informations complémentaires : www.afbs.ch

A propos de BAK Economics

BAK Economics est un institut suisse indépendant de recherche et de conseil économiques. Depuis 1980, BAK analyse et prévoit l'évolution économique à l'échelle nationale, régionale et sectorielle. L'institut associe des bases de données étendues, ses propres modèles économétriques et des technologies modernes à une solide expertise économique. BAK fournit ainsi aux entreprises, aux associations, aux administrations et aux décideurs politiques des bases fiables pour leurs décisions - des prévisions conjoncturelles et analyses régionales aux études d'impact économique et aux questions stratégiques.

Contacts Médias

Service de presse AFBS, lucas.moergelin@brandaffairs.ch, +41 44 254 80 00